



54ème colloque
ASRDLF

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference
ERSA-GR



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

EDUCATION, INEGALITES ET GOUVERNANCE REGIONALE : UN MODELE D'ELECTEUR MEDIAN ET UN TEST SUR DONNEES EUROPEENNES

Mr Jean-sébastien PENTECOTE

CREM-CNRS, Université Caen-Normandie Professeur
UFR SEGGAT, Esplanade de la Paix CS 14032 14032 Caen cedex France
jean-sebastien.pentecote@unicaen.fr

Mme Marie-estelle BINET

PACTE, Sciences Po Grenoble Professeure
Sciences Po Grenoble 38000 Saint Martin d'Hères France
marie-estelle.binet@iepg.fr

Mr Denis DELGAY-TROISE

CREM-CNRS, Université Rennes 1 Maître de conférences
7 Place Hoche, CS 86514 35065 RENNES Cedex France
denis.delgay-troise@univ-rennes1.fr

Référence à la session / reference to the session

Thématiques et sessions cibles : T4 - Comparaison de la croissance économique des régions européennes / E7 - Institutions, gouvernance et développement local / S21 - Politique de cohésion et trajectoires régionales différenciées en Europe Centrale et Orientale / S3 - The impact of economic crisis and austerity policy on urban and regional development and inequalities in Europe

Résumé / Summary

Cette étude vise à donner un nouvel éclairage du lien entre en inégalités de revenu et taxation quand le décideur public tient compte des motivations de ses électeurs. Dans ce but, nous développons un cadre théorique original et proposons une investigation empirique à l'échelle des unités territoriales (NUTS) de l'Union Européenne.

En premier lieu, nous adaptons le modèle Razin et alii (2002) à une économie sans générations d'individus pour prolonger le travail fondateur de Meltzer et Richard (1981) sur la demande d'une taxation progressive de la part de l'électeur médian. La nouveauté de notre cadre d'analyse théorique tient en ce que la distribution de la productivité dans la population est remplacée par celle des talents d'apprentissage. La distribution des revenus n'est alors plus figée : pour une part significative des individus, le revenu dépend aussi du choix de qualification du médian. Désormais, le choix de qualification de l'électeur médian est indissociable de la décision de taxation, ce qui détermine le niveau optimal de qualification de façon

endogène

Dans notre modèle, l'équilibre final est obtenu par détermination simultanée de la politique de redistribution et du degré de qualification de la population active. La population active est composée de travailleurs qualifiés et d'autres non. Chaque individu doit répartir son temps pour se former (et accumuler du capital humain) et travailler pour obtenir un revenu. La durée de formation dépend du talent propre à chacun, mis en valeur selon la qualité de son environnement économique et social. Acquérir de nouvelles connaissances ou compétences pour une productivité et un revenu plus élevés fait cependant subir un coût irrécupérable. Chaque individu paie une taxe fixée en pourcentage de son revenu et reçoit en contrepartie un versement de prestations sociales. La fiscalité redistributive prend ici la forme d'une taxation uniforme du revenu primaire assortie d'une prestation sociale. On montre que le seuil de qualification est une fonction décroissante du coût des études, de la fiscalité redistributive et de l'écart de productivité entre non qualifié et qualifié. Après redistribution, le travailleur qualifié le moins productif obtient un revenu disponible au moins équivalent à un travailleur non qualifié, avec une durée d'activité plus faible, donc une productivité horaire plus forte. La fiscalité réduit les inégalités de revenu car les individus mieux rémunérés que la moyenne sont des contributeurs nets tandis que les autres sont des bénéficiaires nets. Une hausse du taux d'impôt augmente la prestation mais elle amoindrit l'effort individuel d'éducation, ce qui réduit le revenu moyen dans la population.

Contrairement au cadre fondateur de Meltzer et Richard (1981), la productivité d'une fraction de la population dont le niveau d'effort est proche de celui du médian dépend aussi du choix de formation de l'électeur décisif. Ici, l'individu médian choisit d'abord sa qualification, puis la fiscalité qui maximise son bien-être. Comme la productivité individuelle dépend du niveau d'éducation, la taxation optimale est nécessairement différente selon que le médian est qualifié ou ne l'est pas. Suivant la prédiction de Meltzer & Richard (1981), le niveau de taxation optimal augmente avec l'écart entre le revenu moyen et le revenu médian. Le taux d'impôt est d'autant plus faible que le revenu moyen est sensible à l'impôt. On établit que la taxation optimale diffère selon que le niveau critique d'effort d'éducation est inférieur ou supérieur au seuil propre à l'électeur médian. De ce fait, la politique de redistribution et le degré de qualification de la population sont interdépendants. Le modèle est simulé sous différentes hypothèses de distribution des talents entre les individus pour apprécier la robustesse des propositions de Meltzer et Richard (1981) quant à la réduction de l'écart entre le revenu moyen et le revenu médian induite par la taxe instaurée par le gouvernement. Les conclusions tirées de notre modèle sont mises en perspectives à l'aune des travaux antérieurs (cf. Saint Paul et Verdier, 1993, Bourguignon et Verdier, 2001, notamment).

Dans un second temps, nous estimons les relations entre les disparités d'éducation et de qualification et les inégalités de revenus dans un groupe de régions européennes (cf. Peugini et Martino, 2008, Muštra et Škrabić, 2014). La proposition de Meltzer et Richard a fait l'objet de quelques investigations empiriques, principalement à l'échelle nationale (Milanovic, 2000, Borge et Rattsø, 2004 parmi les plus influentes). Nous tirons ici parti de plusieurs avancées méthodologiques récentes. Notre méthode vise notamment à gérer les biais d'endogénéité et d'omission de variables explicatives soulignés par Acemoglu et al. (2015) et Milanovic (2010). Nous attachons une importance spéciale à la qualité des institutions en exploitant les données de Charron et alii (2011). A l'instar de Milanovic et Roemer (2016), nous mettons en rapport les dynamiques régionales avec celles supra-régionales. Enfin les interactions entre éducation, inégalité et gouvernance démocratique appréciées à l'échelon régional nous amènent à évaluer l'importance des dépendances spatiales dans un cadre approprié.

Bibliographie / Bibliography

- Acemoglu D., Naidu S., Restrepo P., Robinson J. A., 2015. Democracy, Redistribution, and Inequality, chapitre 21 in A. Atkinson et F. Bourguignon (éd.), Handbook of Income Distribution, Volume 2B, 1885–1966.
- Bourguignon F., Verdier T., 2000. Oligarchy, democracy, inequality and growth, Journal of Development Economics, 62(2), 285–313
- Borge L.-E., Rattsø J., 2004. Income distribution and tax structure: Empirical test of the Meltzer–Richard

- hypothesis. *European Economic Review*, 48(4), 805–26.
- Castells-Quintana D., Ramos R., Royuela V., 2015. Income inequality in European regions: recent trends and determinants. *Review of Regional Research*, 35(2), 123-146.
- Charron N., Lewis D., Lapuente V., 2014. Regional governance matters: quality of government within European Union Member States, *Regional Studies*, 48(1), 68–90.
- Meltzer A., Richard S., 1981. A rational theory of the size of government. *Journal of Political Economy*, 89(5), 914–927.
- Meltzer A., Richard S., 1983. Tests of a rational theory of the size of government. *Public Choice*, 41(3), 403–418.
- Milanovic, B., 2000. The median-voter hypothesis, income inequality, and income redistribution: an empirical test with the required data. *European Journal of Political Economy*. 16(3), 367-410.
- Milanovic B., 2010. Four critiques of the redistribution hypothesis: an assessment, *European Journal of Political Economy*, 26(1), 147-154.
- Milanovic B., Roemer J. E., 2016. Interaction of global and national income inequalities, *Journal of Globalization and Development*, 7(1), 109-115.
- Muštra V., Škrabi B., 2014. Regional inequalities In the European Union and the role of institutions, *Review of Urban & Regional Development Studies*, 26(1), 20-39.
- Perugini C., Martino G., 2008. Income inequality within European regions: determinants and effects on growth. *Review of Income and Wealth*, 54(3), 373-406.
- Rodríguez J. G., Salas R., 2014. The Gini coefficient: majority voting and social welfare, *Journal of Economic Theory*, 152(C), pages 214–223.
- Razin A., Sadka, E., Swagel P., 2002. The aging population and the size of the welfare state. *Journal of Political Economy*, 110(4), 900–918.
- Saint-Paul G., Verdier T., 1993. Education, democracy, and growth, *Journal of Development Economics*, 42(2), 399–407.